

Les inondations en Italie : DES CATASTROPHES QUI COUVRENT DES CRIMES

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ VOUS !



VOIX OUVRIERE

POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

MARDI 15 NOV 1966 — N° 69

Paraît toutes les deux semaines — 0,50 F

LES ÉLECTIONS AMÉRICAINES : entre l'âne et l'éléphant

VIVE LA GUERRE DU PEUPLE VIETNAMISIEN

IL Y A 49 ANS :
OCTOBRE 1917

LE MONDE CHANGEAIT DE BASE !

Octobre 1917. C'était il y a 49 ans. Dans le fracas et la barbarie de la première guerre mondiale, alors que les peuples d'Europe mobilisés, mystifiés, enfoncés dans la boue des tranchées et gavés jusqu'à l'écoeurement de patriotisme sanglant, perdaient l'espoir de voir cesser cette atroce boucherie, à l'Est, la Russie s'embrasait.

Des milliers de travailleurs, rejetant le carcan de la résignation et du désespoir, renversaient, après le tsarisme, le précaire régime de la bourgeoisie russe et instauraient pour la première fois au monde un pouvoir ouvrier.

C'était la réponse des révolutionnaires socialistes à la guerre impérialiste. C'était dans la tragique impasse où les capitalistes avaient conduit le monde, l'issue libératrice.

Le capitalisme avait fait faillite. La guerre en était la manifestation la plus évidente. Et malgré la trahison de la social-démocratie mondiale qui, reniant l'internationalisme avait sombré dans l'union sacrée avec sa propre bourgeoisie, la guerre éduquait des générations entières à l'école de la famine, de l'horreur.

La relève était prête, depuis plus d'un demi-siècle, les marxistes avaient annoncé cette fin du monde bourgeois, et la classe ouvrière avait fait siennes les idées socialistes.

Si la guerre mondiale avait retardé, en submergeant partis et travailleurs sous la vague du nationalisme, l'affrontement entre classe ouvrière et bourgeoisie, elle l'avait du même coup rendu plus nécessaire, plus inévitable.

Octobre 17. C'était la fin d'un monde et l'ombre d'une société nouvelle.

La classe ouvrière russe sous la conduite du parti bolchevik, se hissait à la hauteur de sa tâche historique : renverser l'Etat Bourgeois et jeter les bases d'un pouvoir ouvrier. Elle annonçait, qu'à plus ou moins bref délai, sur toute la surface de la plan-

te, le glas de la bourgeoisie avait sonné et que ses jours étaient comptés. Le rythme et les formes de son effondrement pouvaient varier d'un pays à l'autre, mais la marche de l'histoire était irréversible.

Et c'est ainsi que devaient le comprendre les travailleurs du monde entier qui, malgré la guerre, la censure, le « bourrage de crâne » officiel et les calomnies gouvernementales, sentaient plus ou moins confusément que c'étaient les leurs qui avaient vaincu en Russie et se reprénaient à espérer.

C'est ainsi aussi que devait le ressentir la bourgeoisie internationale. Menacée dans sa propre existence par un régime qui la niait elle devait armer, financer et conduire une véritable coalition militaire contre le jeune Etat soviétique. La guerre d'hier

était oubliée, une nouvelle union sacrée entre bourgeoisie cette fois, tentait de venir à bout du pouvoir ouvrier. Intervention directe ou indirecte, la guerre « de classe » allait durer encore quelques années. Et si la bourgeoisie européenne se croyait contrainte de tolérer l'existence de l'Etat soviétique, c'est qu'elle se trouvait elle-même en présence de conflits sociaux et politiques graves dans ses propres pays. La vague révolutionnaire qui suivit la guerre, si elle fut incapable de mener la classe ouvrière allemande, italienne, française, etc... au pouvoir, se montra suffisamment puissante pour paralyser l'action militaire de la bourgeoisie.

Mais la révolution socialiste internationale commencée en Russie, non seulement ne put s'étendre mais encore dut reculer en U.R.S.S. même avant de dégénérer en une caricature monstrueuse : le stalinisme. La guerre civile l'arriération économique et matérielle, l'isolement de l'Union soviétique avait eu rai-

● suite page 7

A PARIS

La prochaine réunion du

Cercle Léon Trotsky

aura lieu le :

LUNDI 21 NOVEMBRE, à 20 h 30, Palais de la Mutualité. Salle D, 1er étage, 24, rue Saint-Victor. Métro : Maubert-Mutualité, sur le sujet :

ACTUALITE DE LA REVOLUTION RUSSE
D'OCTOBRE 1917

NOTA : Cette réunion n'est pas publique. Entrée uniquement sur invitations. Ces invitations peuvent être retirées à nos permanences ou à la librairie : LA NEF DE PARIS, 25, rue des Boulangers, Paris-5^e

ou la véritable solidarité avec le peuple vietnamien en lutte

VINGT ans ! Depuis vingt ans, le peuple vietnamien se bat farouchement, il n'a plus rien à perdre. Vingt ans de guerre et de terreur, de « pacification » à coups de mitrailleuses et de mortiers, de bombes et d'incendies, de rafles, de tortures, de massacres. Si aujourd'hui ce sont les avions américains qui déversent chaque jour les bombes du « monde libre » sur l'ensemble du Vietnam, si ce sont les « marines » et les boys de l'impérialisme yankee qui débarquent en nombre toujours plus grand sur le sol de la vieille Indochine, nous, travailleurs français, ne devons pas oublier que de 1946 à 1954, c'est l'impérialisme français non moins féroce, non moins assassin qui tenta en vain de mettre à genoux le peuple vietnamien. Et le long cortège d'horreurs et de massacre, les paysans et les travailleurs vietnamiens l'ont connu d'abord sous les fusils, les avions et la botte de l'impérialisme français.

Vingt ans aussi que le peuple, dans ce pays, fait SA guerre. Dans les campagnes, et dans les villes, dans la jungle, sur terre et sous terre, derrière chaque fourré, dans chaque fossé. Un peuple de 15 millions d'hommes, de femmes et d'enfants tient tête à l'impérialisme mondial.

Aujourd'hui, de bons esprits s'émeuvent. Non pas tellement parce qu'un peuple se fait massacrer depuis vingt ans sans se rendre, mais parce que « l'escalade » américaine vers le Nord, fait peser un danger d'extension de la guerre. Alors, le Pape, U. Thant, et d'autres belles âmes, déclarent qu'il faut faire la paix. Le représentant de l'impérialisme français entend donner des leçons de « générosité » à son compère américain. Des intellectuels forment des Comités et appellent tous les comités nés indépendamment dans différents milieux et œuvrant « pour la paix au Vietnam » à les rejoindre.

Dans les usines, les syndicats organisent des quêtes pour ache-

ter des médicaments, des ambulances pour le Vietnam. On parle de former un corps de volontaires civils à la disposition du peuple vietnamien.

La paix, tout le monde veut la paix, Johnson aussi ne manquera pas de l'affirmer tout haut.

Mais quelle paix ? Si le peuple vietnamien voulait la paix, il n'aurait pas pris les armes. La paix colonialiste il ne l'a que trop connue. Une paix d'esclaves matraqués par leurs bourreaux, une paix faite de misère et d'exploitation, de racisme et d'oppression. Une paix imposée par les baïonnettes de l'impérialisme. C'est parce qu'ils ne voulaient plus de cette paix-là qu'ils font la guerre.

Soutenir leur combat, ce n'est pas implorer la paix, c'est lutter pour la défaite de l'impérialisme.

Que pouvons-nous faire ? Les actions proposées par les uns et par les autres apparaissent bien dérisoires. Certes, un meeting ou une manifestation, aussi peu importants qu'ils soient, ne sont pas inutiles. Leur efficacité est nulle. Mais ils permettent de faire entendre la voix de ceux qui réprovent, de les réunir pour cela, de faire de volontés dispersées une force, même petite.

Peut-on aller plus loin ? Récolter un peu d'argent ? Envoyer des volontaires civils ? Quelques ambulances en face des tonnes de bombes, quelques travaux exécutés par les volontaires sous les raids des avions U.S., ne changeront pratiquement rien à la situation au Vietnam. De telles « actions » ont en outre une signification plus pacifiste que de soutien à la lutte menée par le Vietnam.

Si le milliard que l'on se propose de ramasser était destiné à l'achat d'armes, il ne modifierait en rien le rapport des forces vietcong face à l'énorme puissance de feu de l'armée yankee.

● suite page 2

EN ANGLETERRE...

Licenciement des travailleurs et inertie des bureaucraties syndicales

...TOUT COMME ICI

« Plusieurs arrêts de travail ont contraint la British Motor Corporation à mettre à pied plus de 23.000 travailleurs, ce qui aura pour conséquence d'entraîner des réductions d'horaires et des licenciements chez les entreprises sous-traitantes. » (Le Monde — U.P.I. — 1-11-66.)

« La British Motor Corporation (B.M.C.) paralysée par les grèves » ... « La B.M.C., le plus grand constructeur d'automobiles britannique, est menacée de paralysie complète dans les jours qui viennent, à la suite de la grève de quelques centaines d'ouvriers travaillant pour des sous-traitants qui fournissent des pièces indispensables aux chaînes de fabrication. » (Le Monde — A.F.P. — 2-11-66.)

« Plus de 100.000 ouvriers

sont actuellement en chômage total ou partiel. La production est complètement arrêtée à la British Motor Corporation (B.M.C.) où les mises à pied, les réductions d'horaires et les arrêts de travail pour cause de grève affectent près de 87.000 travailleurs. » (Le Monde — 6/7-11-66.)

« La grève des 190 ouvriers de l'usine d'accessoires automobiles d'Oxford, qui durait depuis trois semaines et avait entraîné le licenciement de 34.000 employés de la British Motor Corporation, a pris fin vendredi, leur syndicat, l'Amalgamated Engineering Union, les ayant persuadés de reprendre le travail... On estime que la fin de cette grève permettra à la B.M.C. de reprendre la produc-

tion au rythme normal et de réembaucher la plupart des 34.000 ouvriers licenciés. » (Le Monde — 13/14-11-66.)

A lire les informations parues dans « Le Monde » de cette dernière quinzaine, on pourrait croire que s'il y a un chômage actuellement dans l'industrie automobile anglaise, c'est à cause des ouvriers qui, faisant grève, empêchent les usines de tourner. Et il faudrait applaudir aux prouesses des syndicats briseurs de grève, qui en faisant reprendre le travail à 190 ouvriers, réassuraient leurs emplois à 34.000 autres.

Pourtant ce même journal annonçait le 19 septembre que la B.M.C. confirmait la mise en chômage partiel de plus de

30.000 ouvriers dans ses usines des Midlands, d'Ecosse, du Pays de Galle et de la banlieue de Londres. Il était envisagé une diminution de travail — avec diminution équivalente des salaires — de un à trois jours par semaine. Avec les entreprises sous-traitantes, plus de 100.000 personnes allaient être touchées. Et c'est en apprenant cette nouvelle que les travailleurs réagirent. Il est maintenant facile, dans la presse française, de laisser sous-entendre que ce sont les travailleurs anglais qui sont responsables de cet état de choses.

En fait, en Angleterre, depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement Wilson s'est donné pour but la restauration de la situation économique et financière de la bourgeoisie anglaise, et ce, bien sûr, en imposant des sacrifices aux travailleurs anglais.

Toute une série de lois a été votée instituant un blocage des prix (!) et surtout des salaires, prévoyant des amendes et même la prison pour ceux qui ne les respecteraient pas.

Le Congrès des syndicats qui s'est tenu début septembre approuva dans sa majorité les mesures gouvernementales.

C'est quelques jours après la clôture de ce Congrès que fut annoncée la nouvelle des réductions d'horaires et des futurs licenciements à la B.M.C. De telles mesures étaient inscrites dans le plan gouvernemental pour rendre « compétitive » l'industrie anglaise. Et si les syndicats avaient voulu défendre les intérêts des travailleurs anglais, ils les auraient préparés à une telle situation.

Mais, ni la majorité des syndicats qui appuie totalement la politique de Wilson, ni l'opposition dirigée par Frank Cousins — ex-ministre de la Technologie dans le cabinet Wilson — n'ont à cœur les intérêts des travailleurs.

Les ouvriers ont pourtant réagi. Des mouvements de grève ont eu lieu dans les usines menacées. Dans l'usine d'accessoires automobiles d'Oxford les ouvriers se sont mis en grève sans l'accord de leur syndicat pour protester contre le licenciement de 24 de leurs camarades. Car là-bas comme en France, les dirigeants syndicaux n'organisent pas efficacement la lutte des travailleurs. A Oxford, leur grand exploit a été de faire reprendre le travail aux ouvriers. Ailleurs, ils les entraînent dans des promenades inefficaces et leur seul but est de discuter pour convaincre le gouvernement et le patronat!

Ainsi, une manifestation fut organisée lors du Congrès du

Parti travailliste à Brighton, le 2 octobre. Environ 450 travailleurs venus par trains spéciaux y participèrent. Ils conspuèrent Wilson. Douze « représentants » allèrent discuter avec le Premier ministre. A l'issue de l'entrevue, Wilson n'avait bien sûr rien promis, mais le rapporteur, délégué syndical et membre du Parti communiste anglais, déclara : « Nous pensons que nous avons fait du bon travail. Nous ne pensions pas que nous pourrions voir le Premier ministre. » Avoir été « reçu » par Wilson, quelle victoire en effet !

Lundi 30 octobre, 250 chômeurs de l'industrie automobile (chiffre cité par les journaux français) venus de Birmingham et Oxford, manifestèrent au 10 Downing Street et devant le Parlement, conspuant encore le gouvernement Wilson. Le même délégué syndical et membre du P.C.A. Dick Etheridge, déclara à la presse comme il quittait le Parlement qu'il se dissociait des huées adressées à Wilson et Ray Gunter (ministre du Travail) : « Nous voulons les influencer et discuter avec eux », déclara-t-il.

En Angleterre comme en France, les « dirigeants » syndicaux ne veulent pas engager une lutte sérieuse pour des victoires réelles des travailleurs. Quand ces derniers se mettent en grève spontanément, l'appareil syndical s'évertue à leur faire reprendre le travail. La combativité des travailleurs anglais est grande, la grève des marins et les mouvements actuels le prouvent. Mais pour que ces luttes, malgré leur durée et leur ampleur, n'aboutissent pas à des échecs, il faut que les travailleurs anglais se forment une nouvelle direction politique révolutionnaire.

S. GRENET.

VIVE LA GUERRE DU PEUPLE VIETNAMIEU

● suite de la page 1

Mais, cela témoignerait au moins de la volonté de soutenir la guerre du peuple vietnamien.

Le terrain de lutte des travailleurs français, comme celui des prolétaires italiens, anglais ou américains n'est pas au Vietnam. C'est justement le seul endroit géographique où nous ne pouvons pratiquement rien. Même si l'on faisait, comme au moment de la guerre d'Espagne, des brigades internationales de combattants qui partiraient au Vietnam (et non des groupes de volontaires civils) cela ne serait pas déterminant. Aujourd'hui au Vietnam, comme il y a 30 ans en Espagne, seule une action révolutionnaire des travailleurs dans leur pays respectif pourrait changer le cours de l'histoire.

A BRONZAVIA

“Il faut savoir terminer une grève”

Le mouvement revendicatif est terminé chez Bronzavia. Les débrayages ont duré près de trois semaines et étaient suivis par la presque totalité du personnel. On sait que ces arrêts de travail d'une demi-heure le matin et d'une demi-heure l'après-midi avaient été lancés par la C.G.T. devant le mécontentement des travailleurs dont les salaires n'avaient pas été augmentés depuis bientôt trois ans.

La C.F.T.I. participait au mouvement, mais dans l'ombre et sans vraiment se manifester ; devant le grand nombre de grévistes elle était obligée de suivre, et cela lui permettrait aussi de mieux saboter le mouvement puisqu'elle l'aurait suivi un certain temps.

C'est elle d'ailleurs, qui, la première, demandait aux travailleurs de rentrer, faisant planer la menace de licenciements éventuels, comme l'avait fait la direction dans une note affichée dans l'usine et dans un communiqué diffusé au personnel.

La C.G.T. pendant ce temps, affirmait que la lutte pourrait prendre une autre forme, mais qu'elle n'abandonnerait jamais le combat. C'est ainsi qu'elle proposait quelques jours plus tard la grève des secteurs-clefs.

Ce n'était pas un mot d'ordre nouveau puisqu'elle le gardait en réserve depuis le début de la grève. Cette proposition, la CGT le savait, allait être repoussée par les ouvriers, qui voulaient bien continuer mais à la condition de rester tous ensemble (les dirigeants syndicaux ne disent-ils pas, dans leur tract du 27/10/66 : « tant que nous tenions dans l'unité la plus complète nous étions tous persuadés d'arriver au succès » ?). En proposant cette forme de mouvement la C.G.T. terminait l'œuvre de démoralisation commencée par la C.F.T.I. Elle réussissait à

enterrer le mouvement sans dommage puisque c'étaient les travailleurs eux-mêmes qui refusaient de continuer la lutte. Mieux, grâce à l'attitude de la C.F.T.I. la C.G.T. n'apparaissait pas, aux yeux de la majorité des travailleurs, comme ayant agi de façon malhonnête. Elle se permet même maintenant, alors qu'aucune des revendications n'a reçu de réponse favorable, de se féliciter.

Bien sûr, la C.F.T.I. a trahi, mais devait-on croire à la bonne foi d'un syndicat-patron ? Certainement pas, et la C.G.T. aurait dû avoir à cœur de le dénoncer avant son sabotage. Mais cela supposait qu'elle voulait véritablement mener les travailleurs

de Bronzavia au succès. Et cela, elle ne s'en souciait guère. Ce qu'il fallait aux dirigeants syndicaux de l'union locale c'était un peu de publicité. Le mécontentement des ouvriers de Bronzavia leur a permis d'alimenter les communiqués de « l'Humanité » et de « la Vie Ouvrière » ; c'est tout ce qu'ils voulaient, ils sont bien contents.

Et si, comme ils le disent fort bien dans leur tract du 27 octobre, « les travailleurs ne doivent plus être dupes des beaux parleurs de la C.F.T.I. » ils feront beaucoup mieux aussi, de ne compter que sur eux-mêmes s'ils ne veulent pas être trahis, une fois de plus par « la plus puissante centrale syndicale... »

A CLERMONT-FERRAND HARO SUR LE BAUDET

OLIER (Clermont-Ferrand). — Deux ouvriers loupent une pièce l'autre jour à la chaudronnerie. Il sont sanctionnés : 2 jours de mise à pied et lettre d'avertissement. Ces sanctions ne sont pas rares dans l'usine. Le patron est président de la Chambre patronale et la politique des avantages-maison et de la collaboration de classe est pratique inconnue. Réaction spontanée dans l'atelier : les camarades débrayent pour deux heures et demie et l'on décide d'étendre le lendemain la grève de solidarité à toute l'usine pour une heure. Le mouvement est inégalement suivi. Les réactions de solidarité sont immédiates d'habitude. Mais là les souvenirs de six semaines de débrayages partiels avec des résultats faibles l'été dernier sont encore dans toutes les mémoires. Surtout les membres les plus actifs du syndicat ont démissionné ou laissé tomber, écorchés par l'abandon dans lequel les ont laissés le syndicat des métaux et la Maison du Peuple, alors que le sort de la grève était en

jeu. Seuls restent les plus mous qui osent à peine se montrer dans la cour et s'adresser aux ouvriers. Dans ces conditions assez défavorables, on peut considérer que le mouvement n'a pas été mal suivi.

Tout le monde a trouvé cette sanction particulièrement scandaleuse ; on est tous à la merci d'un accident comme d'une erreur au travail ; il est inadmissible de se voir privé de ses moyens d'existence pendant deux jours pour cela ; de plus, à la chaudronnerie, on se souvient d'un incident récent : un gars a dû passer sa journée à découper des tôles et des charpentes par suite de micromètre d'atelier où le chef d'atelier était mêlé. Personne n'avait trouvé à redire à ce beau gaspillage. Si les sanctions n'ont pas été levées, la réaction n'a pas été inutile. Le chef d'atelier a appris que cela lui coûtait plus cher. Il a sondé la résistance, il est au courant maintenant. Comme toujours, la seule justice dont il est capable est celle que nous pourrions imposer.

A SUD-AVIATION-MARIGNANE

Qui sabote ?

Marseille. — Le 22 août 1966, huit marins de la base aéro-navale de Fréjus sont tués. Ils venaient juste de prendre livraison d'un hélicoptère : le Super-Frelon, à l'usine de Marignane. L'hélicoptère s'est abattu et en touchant le sol a explosé. L'accident serait dû à la rupture d'une pale de rotor principal. Mais sur cette pale trouvée à 400 mètres de l'hélicoptère on découvre une entaille de 15 millimètres de long et d'une profondeur de 1 mm. De là la direction conclut à un sabotage ou à la malveillance d'un fou.

Les syndicats, dès le début, prennent l'affaire en main. Il faut faire toute la lumière sur cette affaire pour que la production d'hélicoptères français, une des premières du monde, ne soit pas en difficulté.

Bientôt, de nouveaux incidents, qui ont fait couler beaucoup d'encre dans la presse, surviennent en série. On a découvert sur plusieurs pièces des rayures, sur la fusée de l'hélicoptère 330, sur une pièce du Super-Frelon et enfin, vers le 10 octobre, on trouve des rayures sur un moyeu rotor principal, pièce très importante. L'enquête judiciaire reprend.

Aussitôt, les syndicats adoptent une motion où les élus « déclarent se désolidariser de quiconque aurait commis un acte de malveillance ». Personne ne leur demandait d'approuver de tels actes. Puis, passant à l'offensive, c'est le syndicat C.G.T. qui suggère que c'est le gouvernement l'auteur du sabotage. Et comme ils considèrent que l'usine de Sud-Aviation leur appartient, c'est d'après eux l'Etat qui veut les couler malgré les bénéfices qu'a

ce dernier obtient par la vente des hélicoptères. Nous citons un tract de la C.G.T. : « Nos représentants sont intervenus pour obtenir de la direction une gestion cohérente de la société et par cela même le plein emploi que les 24.000 salariés de Sud-Aviation sont en droit d'exiger. Le directeur de l'usine, M. Herreng, nous a affirmé que, du fait que les causes de l'accident sont connues, les débouchés de cet appareil ne devraient pas être compromis. »

« Mais dans son exposé, il a fait apparaître un peu plus loin que les prévisions qui avaient été établies pour la cadence de sortie de cet appareil allaient passer de 1,7 à 1, ce qui correspond en clair à une diminution de près de la moitié de notre activité dans ce domaine. Si à cette nouvelle situation, nous ajoutons les difficultés rencontrées par les « 330 » et l'activité réduite pour les « Alouette » ainsi que les énormes sous-traitances que la direction consent à l'extérieur, nous pouvons affirmer que nous allons rentrer dans une période de plus en plus difficile. Cette situation n'est d'ailleurs pas le fait du ha-

sard, bien au contraire. Elle est connue et voulue par le gouvernement et par nos directions qui appliquent à la lettre ses ordres et ses consignes. »

Le P.C.F. de Marseille a la même attitude. Dans « La Marseillaise » du 22 octobre, sous le titre « Deux hypothèses », on peut lire, « Ou les accidents ont été provoqués par un maniaque qui reste à découvrir et, dans ce cas, il est regrettable qu'on paraisse en haut lieu saisir au vol ces incidents pour porter atteinte à la réputation de Sud-Aviation, ou bien il s'agit d'un sabotage organisé par

des forces qui ont intérêt à discréditer la construction aéronautique nationale. »

A l'heure actuelle, nous ne savons pas si la catastrophe aérienne est due à des causes techniques ou à un sabotage, mais ce qui est édifiant, c'est la position des syndicats et du P.C.F. vis-à-vis de ce problème. La seule chose qui leur tient à cœur, c'est de défendre la grandeur des ailes françaises. Ce qui fait que direction et syndicats montrent un égal zèle à réclamer une enquête judiciaire. Le résultat ? La même « Marseillaise » nous le donne en

relatant le climat de l'entreprise. Pour les 5.700 travailleurs, l'atmosphère devient vite irrespirable. Les chefs sont sur les dents, continuellement, ils vérifient tous les travaux effectués ou en cours. Dans les ateliers, les ouvriers commencent à se suspecter les uns les autres. Il est malvenu de rater une pièce en ce moment. En plus des brimades et des vexations habituelles, l'enquête policière a permis un resserrement de la discipline. C'est pour l'instant le seul résultat tangible de toute cette histoire.

MORGAN.

Les "abattements de zone" ... réalité des salaires

A l'approche des élections, chaque parti essaye de lancer son idée de réforme pour attirer à lui le maximum de suffrages. Celle-ci doit avoir un côté alléchant, mais ne doit pas pour cela « effrayer le bourgeois », c'est-à-dire revenir cher au patronat. C'est à ces deux préoccupations que répond la proposition gouvernementale sur la réduction des abattements de zone.

Quelles sont les différences de salaire entre Paris et la province ? D'après le gouvernement, elles sont insignifiantes : de l'ordre de 6 % actuellement.

En effet, si l'on considère les grilles de salaire horaire minimum garanti de différentes régions, on obtient les résultats suivants pour la métallurgie :

Catégorie	Région PARIS	LYON	ST-ETIENNE
M1	2,46	2,49	2,35
M2	2,53	2,54	2,40
OS1	2,61	2,59	2,45
OS2	2,80	2,75	2,55
P1	3,12	3,13	2,95
P2	3,48	3,50	3,32
P3	3,84	3,87	3,70
Moyenne	2,97	2,98	2,80

D'après ce tableau, la région lyonnaise paraît même favorisée par rapport à la région parisienne. Et l'abattement de zone entre Paris et Saint-Etienne n'est effectivement que de l'ordre de 6 %.

Mais les grilles de salaire minimum garanti ne correspon-

dent absolument à rien. Personne n'est payé à ce tarif. Aussi, lorsqu'on compare les salaires réels, les différences sont bien plus sensibles. Voici les chiffres des salaires moyens réellement pratiqués dans la métallurgie des régions parisienne et stéphanoise.

	RNUR	Chauss.	IBM	Sud Aviation	Moyenne Paris
M1	3,20	3,41		3,06	3,25
M2			4,59	3,06	3,43
OS1	3,80	3,54	4,99	3,07	
OS2	4,07	3,81	5,85	3,25	3,78
P1	4,42	4,61	6,50	3,87	4,45
P2	4,87	5,34	7,45	4,14	
P3	6,09	6,19	7,40	5,15	5,50
Moyenne					4,02

	Manu-france	Hernaut-Somua	CAFL St-Chamond	Firminy	Moyenne Loire
M1	2,63	2,42	2,53	2,32	2,68
M2	2,63	3,16	2,53	2,95	2,87
OS1	2,74		3,16	3,06	
OS2	2,74	2,95	3,27	3,06	3,14
P1	4,10	3,38	3,80	3,48	3,65
P2	4,43	3,70	4,11	3,80	
P3	4,75	4,53	4,43	4,43	4,37
Moyenne					3,33

La différence entre les salaires moyens réellement pratiqués dans les régions parisienne et stéphanoise est nettement plus appréciable. Elle est en moyenne de 22,5 %. C'est-à-dire

que des ouvriers de qualification égale travaillant dans des zones de salaire différentes ont des différences de salaires souvent bien supérieures à 22,5 %. Pour le voir il n'est que de

comparer les salaires mensuels des ouvriers de Renault, à Paris ou ceux d'I.B.M. à ceux de la CAFL St-Chamond, les chiffres parlent d'eux-mêmes.

	RNUR	IBM	CAFL
M1	662		526
M2		845	526
OS1	786	919	653
OS2	841	1079	677
P1	914	1195	785
P2	1006	1372	849
P3	1259	1548	913

Les ouvriers de Renault touchent une prime trimestrielle dont la somme calculée sur un an, représente un treizième mois. Ceux de la CAFL ont une prime de fin d'année allant de 100 à 150 F et une prime de vacances équivalente. I.B.M. travaille 42 heures par semaine, la CAFL Saint-Chamond 48. En un mois le manœuvre de Saint-Chamond gagne 319 F de moins que son compagnon de Paris ; la différence entre les P3 des deux entreprises est de l'ordre de 635 F, soit l'équivalent d'un salaire complet d'OS1 saint-chamonnais.

D'ailleurs, une récente enquête de l'INSEE révélait que « dans la région parisienne, les salaires nets sont supérieurs de 37 % aux salaires les plus élevés du reste de la France. » (Cité par « Le Monde » du 29-9-66). Et pourtant, la vie est aussi chère en province qu'à Paris. Le niveau de vie y est infiniment plus bas.

La réduction de l'abattement de zone et même sa suppression complète répond aux aspirations d'une grande partie de la population. Compté sur le minimum garanti, elle ne coûterait pas grand chose au patronat de ces régions. Aussi est-ce un bon cheval de bataille en période électorale. Mais si les ouvriers des régions défavorisées désirent supprimer l'écart réel qui existe entre les différentes zones de salaire, ce n'est pas sur un quelconque gouvernement qu'ils doivent compter pour le faire, mais sur leurs propres forces.

J. RIVIERE

VOIX OUVRIERE

29, rue de Château-Landon Paris-X^e

Abonnement 6 mois : 10 F, au nom de Maurice Schröedl, C.C.P. Paris 9424-78.

Directeur de publication : M. SCHRÖEDL

Distribué par les N.M.P.P.

IMPRIMERIE

DE LA PLAINE SAINT-DENIS
86, avenue du Président-Wilson
La Plaine-Saint-Denis (Seine)

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

"L'Humanité"

pour...

UN CAPITALISME

réellement

NATIONAL

LES mesures annoncées la quinzaine dernière par Debré concernant l'assouplissement du contrôle des changes et l'accueil favorable réservé aux émissions étrangères en France ont déclenché une avalanche de protestations de la part du P.C.F. Au nom de la grandeur française, de l'honneur de notre patrie, Jacques Kahn part en guerre contre ces mesures et dans un article de « L'Humanité » (8-11-66), il lève l'étendard du capitalisme réellement national, s'indignant à la fois contre les investissements étrangers en France et l'exportation par les capitalistes français de « nos » capitaux à l'étranger.

Ainsi, le P.C.F. reproche à Schneider la mise en exploitation des minerais de fer de Mauritanie, délaissant ainsi « notre minerai de fer de l'Est ». Les autres trusts ne sont pas plus épargnés par sa critique impitoyable : Pechiney a osé installer une usine d'aluminium en Grèce, Rhône-Poulenc a des filiales aux U.S.A., au Canada, au Mexique, en Argentine, etc. Et la conclusion ne pâlit

pas devant cette critique impitoyable : « La notion de patrie est étrangère au grand capital ». Mais le P.C.F. ne se contente pas d'une critique purement négative, le grand parti de la classe ouvrière apporte encore ses solutions : il faut établir en France une « démocratie authentique ».

Travailleurs, la voie de notre émancipation est ainsi toute tracée :

Première étape : nous votons pour le P.C.F. ou pour les « démocrates véritables ou authentiques » à la sauce Mitterrand ou André Marie, cet ancien défenseur acharné de l'Algérie française qui se présente au nom de la Fédération dans la Seine-Maritime.

Seconde étape : nos sincères représentants, une fois élus, tiennent leurs promesses et établissent enfin une « démocratie authentique ».

Troisième étape : cette démocratie prend des mesures draconniennes pour empêcher l'exportation des capitaux français et réalise ainsi son rêve : exploiter les prolétaires français avec des capitaux réellement français !

Les lendemains que le P.C.F. propose aux travailleurs chantent de plus en plus faux.

M. BLIN.

Les ETATS-UNIS entre l'âne et l'é.

QUARANTE-SEPT sièges de représentants au Congrès, huit postes de gouverneurs, trois places de sénateurs perdus : le bilan des élections de mardi dernier semble lourd pour le parti du président Johnson. La montée républicaine est incontestable. Sa signification est moins claire. Son influence sur la politique du gouvernement américain est douteuse.

Car à quoi avons-nous affaire ? A une victoire réactionnaire ? Dans la mythologie politique (du moins de ce côté de l'Atlantique) le parti républicain passe pour se situer plus à droite et être plus conservateur que son confrère démocrate. Cette impression d'ailleurs a été renforcée lors de la dernière élection présidentielle, il y a deux ans, au cours de laquelle Goldwater était le candidat républicain.

Il est vrai que l'élection du 8 novembre n'est certainement pas la preuve d'une poussée à gauche de l'électorat américain. Mais ce qui est encore plus vrai c'est que le système politique américain, mis au point par une longue pratique de la démocratie bourgeoise ne permettrait pas, pour le moment, qu'une poussée à gauche, même effective, puisse se traduire dans une consultation électorale, du moins au niveau national.

Car sur l'ensemble des Etats-Unis il n'existe que deux grands partis qui ont pour eux la tradition et les préjugés électoraux des américains, un appareil politique solidement implanté à travers tout le pays... et surtout

l'argent nécessaire au soutien d'une campagne électorale, fourni par la bourgeoisie américaine et ses trusts, ce qui est finalement l'essentiel.

Or quelles différences entre ces deux partis ? Chez les démocrates comme chez les républicains on trouve le même éventail d'hommes politiques avec le même langage sinon les mêmes convictions.

Dans les Etats du Sud, par exemple, les démocrates sont les porte-parole traditionnels des racistes et des ségrégationnistes, et n'ont rien à envier en matière de conservatisme et de réaction à leurs adversaires républicains. Ce sont eux qui fournissent les Wallace, Maddox et autres Mahoney, tous défenseurs acharnés de la suprématie blanche.

Dans le Nord au contraire les républicains s'affirment volontiers libéraux. Le premier sénateur noir depuis cent ans, Brooke, est un élu républicain du Massachusetts. Le seul candidat, tout au moins au dire des commentateurs autorisés, qui ait osé aborder le problème du Viet-nam au cours de sa campagne électorale pour attaquer la politique guerrière de Johnson, est un sénateur républicain de l'Oregon, Hatfield. Bien sûr le libéralisme

politique d'un Rockefeller, gouverneur de l'Etat de New York et milliardaire, n'est pas l'expression politique des humbles des Etats-Unis. Mais la famille Kennedy, dont l'un des membres, Robert, passe pour être le chef de l'opposition libérale à Johnson à l'intérieur du parti démocrate, n'a pas été élevée non plus à la soupe populaire.

En fait il est clair que les candidats des deux partis ne présentent nullement un programme en fonction d'options politiques différentes mais se contentent de slogans adaptés à ce qu'ils estiment être l'opinion de la majorité des électeurs de leur Etat ou de leur circonscription.

Dans ces conditions, comment la gauche, là où elle existe, pourrait-elle s'exprimer ? Les envoyés du quotidien « Le Monde » ont noté à plusieurs reprises, pour différents Etats, que les progressistes américains, ceux qui s'affirment contre la ségrégation ou la guerre au Viet-nam, n'ont eu d'autre ressource que de s'abstenir. Ce fut vrai en particulier, nous dit « Le Monde » et il n'y a aucune raison d'en douter, en Californie, Etat qui a élu Donald Reagan, mauvais acteur de cinéma mais franc soutien de Goldwater, il y a deux ans, et maintenant espoir des républicains conservateurs. Son adversaire, Pat Brown, gouverneur démocrate depuis 8 ans, s'était distingué dans la répression des émeutes des ghettos noirs de Los Angeles et de San Francisco, ou encore en faisant arrêter par la police de l'Etat, en

1964, plus de huit cents étudiants de l'Université de Berkeley qui avaient occupé les bâtiments administratifs pour protester contre les restrictions à la liberté de parole que les autorités entendaient appliquer. Bref, un homme si libéral que la gauche de son propre parti n'a eu d'autre ressource... que d'appeler officiellement à l'abstention.

Inutile donc de chercher la preuve d'une défaite ou même l'existence d'une gauche américaine dans les résultats des élections. Pour le moment ce n'est pas un terrain qui lui est accessible. Son terrain, à elle, c'est celui des manifestations, celles des étudiants contre la guerre du Viet-nam ou celles des noirs pour l'égalité raciale. Son terrain ce devra être aussi les usines, mêmes si ces dernières années nous n'y avons vu, d'ici, aucun signe indiquant que la classe ouvrière américaine a repris une lutte conséquente contre ses exploités.

Quant aux conséquences des présentes élections, même si les réactionnaires américains essaient d'en tirer avantage en les présentant comme une victoire pour eux, elles dépendent uniquement de la lutte que les opprimés de l'impérialisme américain, aux Etats-Unis et dans le monde, seront capables de mener.

Car une fois élus, républicains ou démocrates, n'appliquent évidemment pas une politique précise qu'ils se sont bien gardés de définir d'avance, mais celle qu'impose la défense des intérêts du capitalisme en fonction de la situation du moment. Ainsi Johnson qui passait pour l'homme de la paix, il y a deux ans, face au belliciste Goldwater, a intensifié la guerre au Viet-nam.

Aussi quand il déclare que les résultats des élections de mardi ne changeront rien à la politique américaine au Viet-nam, il a certainement raison. Ce qui changera quelque chose c'est la lutte du peuple Vietnamien ou celle du peuple américain contre la guerre impérialiste.

Quant à sa déclaration suivant laquelle le succès républicain rendra plus difficile une politique sociale ou la fin de la ségrégation raciale, ce n'est rien d'autre qu'un futur slogan électoral... ou une bonne excuse a posteriori pour n'avoir rien fait, et ne rien faire dans l'avenir. Car les démocrates ont toujours la majorité à la chambre des représentants ou au sénat (dont le tiers

seulement a été renouvelé) même si cette majorité est réduite. Mais c'est le sénat ancienne manière, c'est-à-dire avec une majorité démocrate encore plus importante, qui a refusé dernièrement de voter la loi (une simple loi, nous ne parlons même pas de son application réelle) sur la déségrégation dans le logement. Aussi là encore ce qui changera quelque chose c'est la lutte des noirs américains pas une élection.

Dans le système américain les électeurs n'ont pas à choisir entre des programmes, mais des hommes. Et lorsque leur choix se déplace d'un parti à l'autre, comme c'est actuellement le cas, ce n'est pas parce que cet autre parti leur propose une autre politique mais parce que les dirigeants du premier ayant perdu leur confiance, ils se retournent vers le second avec le seul espoir qu'un changement d'équipe amènera « autre chose ». Le capitalisme américain, sous ses dehors démocratiques, ne permet plus

Le "W ou pi

TOUT au long de l'une tradition anti-quoemunt exploités ou moins réussi à diviser centre d'intérêt de cette blème racial. L'importance minimisée, même si elle sur le problème racial a problèmes économiques ceux-ci étaient plus fondait souvent durant la caide « white backlash » o

« White Backlash » est une formule qui est sensée traduire le refus de la communauté blanche devant les revendications grandissantes des noirs contre la ségrégation, sa désaffection des leaders libéraux qui se montrent incapables de contrôler leurs propres masses, sa protestation contre les émeutes des ghettos. Cette « réaction blanche » est un épouvantail aussi bien pour les libéraux des deux partis bourgeois (Démocrates et Républicains) que pour les libéraux indépendants. Les conservateurs eux, au contraire, comptent sur

LES ÉMEUTES EN INDE

Le sous-développement fruit pourri de l'impérialisme

PLUSIEURS centaines de milliers de manifestants ont défilé, le 7 novembre, jour de la rentrée parlementaire, devant le Parlement de New Delhi. La manifestation, organisée par le parti d'extrême-droite Jan Sangh, avait pour but la protection de la vache sacrée et l'interdiction immédiate de l'abattage des bovins. Cette campagne lancée, depuis juillet, a permis aux nationalistes indiens de rassembler leurs forces.

Car, si le caractère traditionaliste de la manifestation, les mots d'ordre du genre « Sauvez notre sainte mère la vache » lancés par les manifestants, font partie de ce qu'un éditorialiste du « Monde » appelle « L'Inde Eternelle » (9 novembre), ce ne sont là que des aspects secondaires de cet événement. Dans tous les pays l'extrême-droite reprend à son compte, pour mobiliser les foules, ce que la tradition politique, culturelle ou philosophique a légué de plus réactionnaire et plus rétrograde au pays ; en France c'est aux cris de « Vive le Roi » que l'Action Française manifestait avant guerre, en Allemagne pour la « Race », en Espagne pour le « Christ-Roi », mythes « occidentaux » qui peuvent dignement figurer à côté des vaches sacrées sans leur porter ombrage du point de vue stupidité.

Mais, si l'extrême droite peut mobiliser une telle foule aujourd'hui, c'est que, depuis le début de l'année un malaise social s'accroît dans la péninsule indienne. Car, si la faim est endémique

en Inde, le pays doit faire face aujourd'hui à une famine sans précédent. Aux « émeutes de la faim » du début de l'année ont fait suite les « émeutes de l'acier » depuis le mois de septembre, qui ont fait déjà 20 morts et des centaines de blessés. Provoquées par le refus du gouvernement de construire une aciérie géante dans l'Etat de l'Andhrash-Pradesh, ces émeutes ont rassemblé des milliers de personnes qui voyaient disparaître avec l'aciérie leur unique espoir d'un travail salarié possible, c'est-à-dire pour beaucoup d'entre elles l'unique espoir de manger peut-être à leur faim. Les manifestants sont montés à l'assaut des bâtiments publics, ont coupé les communications routières, empêché les trains de partir.

Malheureusement le désespoir de ces centaines de milliers d'hommes, exploités par l'extrême droite, n'a, tant que dure le système capitaliste, aucune issue.

Malgré ses savants atomistes et ses aciéries géantes, l'Inde est un pays où le sous-développement atteint une dimension tragique. Sans possibilités de développer son industrie avec ses propres ressources, elle est condamnée à recevoir, en guise d'aumône, l'aide des Etats capitalistes avancés (Grande-Bretagne, Allemagne fédérale, U.S.A.) et de l'U.R.S.S. Mais cette aide, pour que Mondiale, ont rappelé, à importance qu'elle soit, est sans proportion avec les besoins du pays.

De plus ses principaux fournisseurs d'aide financière et technique, les U.S.A. et la Ban-

propos de l'aciérie, qu'ils « insistent pour que le gouvernement indien donne la priorité absolue à la production agricole dans ses plans de développement ». (Le Monde 3/11/66).

Mais sans industrie développée, il n'y a pas d'agriculture moderne possible. Et d'après J.-C. Arthur, secrétaire adjoint au ministère de l'Agriculture, l'Inde qui aurait besoin de plus d'un million de tonnes d'engrais azotés par an n'en produit que 4.000 tonnes.

Le drame de l'Inde, comme celui des autres pays sous-développés, est que les richesses qui leur ont été volées durant des siècles par les pays impérialistes, et qui leur sont encore volées tous les jours par le biais du commerce mondial toujours favorable aux pays les plus industrialisés, se trouvent dans les pays capitalistes sous forme d'usines, de palaces, ou d'argent dans les coffres-forts des grandes banques.

Ces mêmes pays impérialistes qui dépensent des sommes astronomiques pour massacrer des peuples qui luttent pour tenter justement de changer leurs conditions d'existence (voir la France en Algérie, les U.S.A. au Viet-nam) ne restituent en fait sous forme d'aide qu'une partie infime de ce qu'ils ont pillé.

Et ceci donne encore plus de relief au combat qui devra mener le prolétariat des pays impérialistes, non seulement pour se libérer de ses chaînes, mais pour libérer l'humanité entière de ce mélange hideux de faim et de mort lente qu'est le sous-développement.

L. STERN.

L'EXTRÊME DROITE AMÉR

LA presse a fait état, début novembre, d'un complot d'une organisation d'extrême-droite américaine, les « Minutemen », dirigé contre des organisations de gauche de la région de New York. Le complot a été découvert juste avant sa mise à exécution. Il s'agissait, pour les « Minutemen », de faire sauter des centres de repos appartenant à ces organisations.

Ce type d'attentats n'est pas nouveau. Tout récemment, le 28 septembre, c'est le siège du Socialist Worker Party, organisation trotskyste américaine, qui était attaqué au cocktail Molotov.

Les organisations de type fascistes sont nombreuses aux USA et bénéficient de larges facilités d'action grâce à leurs appuis dans l'appareil d'Etat. Preuve en est l'impunité dont jouissent les membres du Klu Klux Klan ou de la John Birch Society pour les assassinats et divers attentats commis contre les Noirs et les militants intégrationnistes. Et, quand ce n'est pas pour « chasser le noir », c'est « pour chasser le communiste » que ces organisations rassemblent hommes et armes.

Si grande est leur hystérie anti-communiste que les Minu-

temen avaient l'intention de commettre un attentat contre l'O.N.U., un des organismes les plus ouvertement défenseurs du système capitaliste mais qu'eux considéraient comme une organisation communiste.

Et malheureusement, ces organisations qui voient des communistes partout, à l'O.N.U. comme au gouvernement, trouvent un écho non négligeable dans de nombreuses couches de la population.

Ces groupes sont un produit direct de l'impérialisme américain. Il y a 15 ans, c'est le sénateur Mac Carthy qui avait officiellement lancé la « chas-

LES SUCCÈS ÉLECTORAUX DES NÉO-NAZIS Une extrême droite Allemande classique

aux électeurs le choix, ou plutôt l'illusion du choix, d'une politique.

C'est pour cela sans aucun doute que le système américain est le rêve de tous les dirigeants des grands pays impérialistes, et notamment de ceux de la bourgeoisie française. Cependant une telle situation n'est possible que lorsque la classe ouvrière se tait. Aidé par les traditions nationales et une situation particulière l'impérialisme américain est parvenu pour le moment à ce résultat. Hélas pour la bourgeoisie française, l'existence du PCF, au grand dam de celui-ci lui-même d'ailleurs, rend cela irréalisable ici pour l'instant.

Les premiers à le regretter sont les soi-disant hommes de gauche du type Mitterrand ou Mollet. Il est vrai que si l'éléphant est un symbole bien trop prétentieux pour la piètre droite française, l'âne conviendrait à merveille pour « notre » gauche.

J. MORAND.

POUR la première fois depuis la guerre, des représentants d'un parti nettement marqué par l'idéologie nazie, le parti national-démocrate (NPD), font leur entrée dans l'un des parlements de la République fédérale allemande, celui de l'Etat de Hesse.

Tous les commentateurs signalent l'importance du fait, sinon son caractère inquiétant. Et si le président du parti social-démocrate allemand, Willy Brandt déclare qu'il n'y a toutefois pas lieu de s'effaroucher du résultat obtenu par le N.P.D., l'Humanité, prompt à agiter le spectre d'une Allemagne revancharde, gangrenée par l'hitlérisme écrit de son côté : « La sous-estimation du danger hitlérien, il y a un quart de siècle, fut à l'origine de trop de malheurs tragiques pour que l'on puisse aujourd'hui céder à l'insouciance ».

Certes, la poussée électorale du parti national-démocrate est le symptôme, sinon d'une crise, au moins d'un malaise, au sein de l'électorat allemand — remarquons toutefois que cette poussée est encore relativement faible : 7,7 % des voix — qu'il serait dangereux de négliger, mais qu'il faut ramener à de plus justes proportions. L'Allemagne n'est pas à la veille d'être submergée par les « hordes brunes », qui, il y a 35 ans traquaient les juifs et les militants de gauches.

Il n'y a pas ces millions de chômeurs, ces millions de petits bourgeois, boutiquiers, membre des professions libérales que la crise des années 30 avait complètement ruinés, et qui, devenus furieux, s'étaient enrôlés en masse sous la bannière démagogique du national-socialisme. Au contraire tout le monde s'extasie sur la prospérité de l'Allemagne d'aujourd'hui.

Cependant il y a un malaise.

Ceux qui vivaient sur l'illusion d'un « miracle allemand », formule chère aux hommes politiques et aux commentateurs bourgeois, commencent à déchanter. L'économie présente des signes d'essoufflement. La bureaucratie syndicale qui avait, durant la période précédente, pu contrôler sans grand peine la classe ouvrière, grâce aux miettes que l'industrie relativement florissante lui demandait de distribuer, doit, de plus en plus, se transformer en gendarme de la « stabilisation ».

Ce malaise, l'électeur allemand ne peut pas l'exprimer dans le cadre du jeu parlementaire traditionnel, car les partis qui s'affrontent au parlement, le parti au pouvoir, jusqu'à il y a quelques jours, le parti chrétien-démocrate, allié au petit parti libéral comme le parti d'opposition, le parti social-démocrate défendent à quelques infimes nuances près, la même politique. Situation qui ne fait que

renforcer le malaise qui aura alors tendance à s'exprimer par une réaction antiparlementariste, du type de celle qu'avait exploité, il y a quelques années, en France, le mouvement poujadiste et qu'utilisent aujourd'hui, en Allemagne, des hommes politiques dont les sympathies nazies ne font aucun doute.

Mais il faut dire que cela se situe dans un cadre particulier. Rappelons que le parti communiste est interdit en Allemagne fédérale et que les néo-nazis ne suivent pas exactement les traces de ceux dont ils se réclament.

Ce sont beaucoup plus des hommes de droite comme nos Tixier-Vignancour ou nos Poujade, que des chefs de sections d'assaut ou de S.S. Ils peuvent le devenir dans l'avenir. Mais pour le moment, il ne le sont pas et il ne faut pas s'exagérer le danger qu'ils représentent.

J.-P. VIAL

"WHITE BACKLASH": réalité, slogan étexe pour les politiciens bourgeois?

histoire des Etats-Unis, il y a eu une réaction blanche. Cette tradition a été frénétiquement exploitée par la bourgeoisie. Elle a plus que jamais servi la classe ouvrière. Le plus grand succès électoral a été le problème de la réaction blanche. Ce problème ne peut pas être traité de manière simpliste. Cette insistance à utiliser pour couvrir les autres problèmes politiques, quand bien même ils sont réels, c'est pourquoi il revient à la bourgeoisie de proposer la formule « réaction blanche ».

La réaction blanche est une réaction qui essaie de la créer ou de la renforcer au maximum.

Là les pauvres libéraux sont comme d'habitude pris au piège. D'abord, ils pensent que cette « réaction blanche » pourrait effectivement exister et qu'elle est dirigée contre eux ce en quoi ils ne se trompent pas entièrement. Ceux qui militent pour les droits civils des Noirs ont déjà commencé à rejeter cette direction libérale, petite bourgeoise du style Oncle Tom. Les libéraux, qu'ils soient noirs, blancs, démocrates, républicains ou indépendants,

n'ont aucune solution pour les problèmes raciaux. Ces problèmes ne peuvent être résolus que par un bouleversement révolutionnaire de la société et non par des promesses généreuses additionnées de quelques miettes jetées dans les ghettos.

Du fait que la plupart des démocrates libéraux se sont considérés et bien plus qu'on n'aurait jamais pu le penser, par l'opportunisme dont ils ont fait preuve, l'électeur libéral semble vouloir se tourner vers les libéraux des autres partis bourgeois.

Entre temps l'évolution politique du militant noir va dans le sens d'une prise de conscience potentiellement révolutionnaire. Mais celle-ci n'a pas encore atteint le niveau de la conscience de classe. C'est la conscience,

1) de la surexploitation subie à cause de la couleur,

2) d'une grande colère et de la rancune pour le traitement infligé aux descendants de ceux dont le travail a permis aux

USA de devenir un pays aussi riche,

3) de se sentir de plus en plus trompés par le libéralisme et d'en être dégoûtés.

Ces sentiments se traduisent par les émeutes des ghettos, par le nombre grandissant de jeunes militants noirs et par l'incapacité des directions libérales traditionnelles de les contrôler. Quelle influence a pu avoir la prétendue « réaction blanche » sur les élections ?

Les résultats des élections de ce point de vue a montré qu'il s'agit plus d'une formule que d'une réalité. On peut le vérifier dans les Etats où peut se retrouver une combinaison des conditions suivantes :

1) des noirs revendiquent leurs droits,

2) un candidat essayant de bénéficier d'un vote antinoirs,

3) un candidat essayant de défendre ou s'appuyant sur le slogan de Johnson « pour une société prospère ».

Il nous faut de toute façon écarter le Sud parce qu'il serait difficile de distinguer les votes provoqués par la « réaction blanche » de la traditionnelle ségrégation en vigueur parmi la majorité des blancs.

Le New York Times cite les Etats du sud de l'Alabama et de Géorgie comme « des régions tests de l'importance de ce sentiment de réaction des blancs dans le Sud ». Dans chacun des Etats les candidats des deux partis au poste de gouverneur étaient soit un raciste, soit un ultra-conservateur, soit un ségrégationniste. La même situation se retrouve dans les élections sénatoriales du Texas. Il est intéressant de noter que le vote en faveur des ségrégationnistes n'était pas aussi important qu'on aurait pu le penser.

Le résultat des élections des gouverneurs des Etats de New York, de Californie et du Maryland ainsi que dans une certaine mesure la compétition sénatoriale en Illinois (qui comprend Chicago) pourrait indiquer qu'il existe une « réaction blanche ».

L'Etat de New York, traditionnellement républicain (bien que la ville de New York soit Démocrate) a réélu le gouverneur ré-

publicain Rockefeller. Une bonne partie de sa campagne électorale était dirigée contre « le crime et les narcotiques » en liberté. C'est une manière de raviver la psychose antinoirs.

La défaite du « Civilian Complaint Review Board » de New York qui devait enquêter sur les brutalités de la police a été une victoire pour les promoteurs de la psychose antinoirs. Ce Bureau résultat de nombreuses manœuvres politiques, n'a pu en aucune manière freiner les brutalités notoirement de ceux que les affiches publicitaires appellent « les meilleurs de New York », les recrues de la police bien que des « libéraux » en vue tels que le maire Lindsay, le sénateur républicain Sajits et le sénateur démocrate Kennedy aient engagé une campagne active pour le maintien de ce Bureau.

Dans le camp républicain Rockefeller est généralement considéré comme un modéré. Son programme d'aide médicale lui a probablement coûté quelques voix du côté conservateur, la alors que son concurrent du parti libéral James Roosevelt Jr, lui a enlevé quelques votes de libéraux. Quant au candidat du parti démocrate O'Connor, simple rouage de ce parti il ne lui a rien enlevé de tout. Le maintien de Rockefeller comme gouverneur ne peut donc être considéré comme le résultat de cette « réaction blanche ».

La lutte entre Brown, le gouverneur démocrate de la Californie et son concurrent, l'acteur Reagan, républicain ultra-conservateur a été menée avec cette idée de « réaction blanche ». La victoire de Reagan, sur cette base a été considérée par les journaux comme une preuve de l'existence de cette réaction.

Le grand boom de l'expansion rapide de cet Etat, suivi de l'inflation et du chômage a provoqué un clivage dans la population : les ouvriers qualifiés de Californie ont généralement les meilleures conditions de vie et les plus hauts salaires du pays, alors que les ouvriers agricoles, d'origine mexicaine sont pratiquement privés du droit de vote.

Puis il y a eu les huit années de l'administration Brown. L'ima-

ge de Brown, présenté comme le défenseur libéral d'une « société prospère » est risible. Son blocage de la législation sur les droits civils, les poursuites exercées contre les militants et les manifestants pour les droits civils et contre la guerre, son opposition systématique aux conquêtes des syndicats et de l'organisation des inorganisés, ceci combiné à tout le répertoire de la phraséologie libérale a signifié en fait une lutte entre un conservateur et un ultra-conservateur.

L'élection d'un candidat ouvertement raciste à une fonction-clé dans un Etat du Nord doit être un signal d'alarme.

Les crises politiques polarisent une population. Si cela arrivait à une classe ouvrière divisée par des critères raciaux et manquant aussi de conscience politique de classe, la bourgeoisie américaine pourrait encore longtemps garder les mains libres dans le monde entier.

En Maryland, Etat situé géographiquement entre le Nord et le Sud et qui a vécu de ce fait une longue histoire de conflits raciaux, le parti républicain a vaincu les démocrates ségrégationnistes. Dans l'Illinois, le républicain libéral Percy a battu le vieux sénateur Douglas (âgé de 74 ans) représentant le parti démocrate libéral. Le 2me sénateur pour l'Illinois, le républicain Dirksen leader de la minorité du Sénat, se vante d'avoir fait supprimer de la loi sur les droits civils, les articles concernant la liberté d'occupation des logements. Percy quant à lui était pour ces articles mais a depuis modifié sa position en un appui « critique et limité », position utile pour servir sa diplomatie politique.

L'élection de Brooke, républicain modéré, au poste de sénateur pour le Massachusetts, ne signifie pas qu'un défenseur des noirs siège maintenant au Congrès pour la première fois depuis la « Reconstruction », époque qui a suivi la guerre de Sécession. Pendant toutes les années où il a occupé le poste d'Attorney général, il a eu toutes les occasions possibles de prouver qu'il pouvait fort bien servir la classe au pouvoir.

Jenny BRENT.

CAINE ET SES COMPLICES

se aux sorcières », contraignant de nombreuses personnalités de gauche à fuir les USA. Cependant, l'accusation de complot lancée contre le minuscule parti communiste était ridicule. Et cela Mac Carthy le savait parfaitement et Johnson aujourd'hui sait aussi que ceux qui s'opposent à la guerre du Vietnam ne sont pas « manœuvrés » par Moscou, Pékin ou La Havane.

Mais Johnson doit justifier aux yeux de l'opinion publique la politique extérieure américaine, et en premier lieu la guerre du Vietnam qui doit soi-disant empêcher les Vietnamiens d'être privés de leur liberté par... les communistes. On connaît la chanson ! C'est pourquoi il ne peut voir que d'un mauvais œil toute organisation de gauche qui critique par écrit ou dans la rue, sa politique. Mais il préfère, pour l'instant, que le sale boulot de la chasse aux sorcières soit le fait d'initiatives privées, ce qui lui laisse les mains blanches... ou presque.

Car les Minutemen ne sont pas seulement des quidam hys-

tériques qui voient des « Rouges » partout. L'enquête qui vient d'être ouverte contre eux a révélé qu'ils jouissaient de l'aide active de membres de la police ainsi que de certains « bérêts verts », forces spéciales de l'Armée américaine entraînées pour lutter militairement et « psychologiquement » contre les guerillas « communistes ». (France-Soir 2-11-66.)

De plus, le chef du FBI en personne, Edgar Hoover, qui était parfaitement au courant du projet des Minutemen, n'est absolument pas intervenu, préférant consacrer toute son activité à poursuivre les éléments « communistes ».

Le procès des Minutemen ne sera donc qu'une mascarade destinée à démontrer au bon peuple, si cela est encore possible, que la « Justice » est là pour les protéger. Mais il n'empêchera pas d'autres Minutemen et consorts de poursuivre leurs activités avec l'appui d'éléments de la police et de l'appareil d'Etat, car cela Johnson, le voudrait-il, qu'il en serait incapable.

L. TOURFAN

La nationalité change mais le visage de l'exploitation reste

En avril 65 à Dijon, le lycée d'Etat du quartier des Grésilles est mis en chantier. L'entreprise adjudicataire du gros œuvre confie la partie vitrerie et peinture à l'entreprise Zouania. C'est une maison algérienne dont le patron M. Zouania, se fait seconde par un rapatrié d'Algérie. Celui-ci joue le rôle de comptable — par sympathie pour le patron dirait-il en substance — mais il n'est ni déclaré ni agréé.

L'entreprise emploie 50 ouvriers dont 45 algériens la plupart ayant été amenés d'Algérie par M. Zouania lui-même sur la foi de mirobolantes promesses : « je te paye bien, je te loge et dès que c'est fini on va à Pontarlier commencer un autre chantier, tu pourras envoyer beaucoup d'argent à ta femme... je pourrai l'envoyer pour toi si tu veux ».

En fait, à Dijon...

— ils se retrouvent logés jusqu'à 7 dans des bungalows Algérois, c'est-à-dire des baraques en

bois de 2 m sur 5, conçus pour 4 personnes maximum. On empile les matelas dans la journée et on les étale le soir. Pas de w.-c. ; le chantier en tient lieu.

Une prise d'eau mais qui sera coupée par la suite. Une de ces baraques tient lieu à la fois de chambre, de cuisine et de bureau ; c'est là que le patron dort quand il vient, c'est là que le comptable assume les tâches administratives. Il n'y supporte personne en sa présence ; que les ouvriers soient couchés ou qu'il pleuve dehors, peu lui importe : dès qu'il entre il fait sortir tout le monde.

Le patron pousse même le cynisme jusqu'à se faire nourrir par ses ouvriers sans déboursier un sou chaque fois qu'il vient !

— les horaires changent très fréquemment : ils vont jusqu'à 65 heures, après la loi sur les 60 h dans le bâtiment, il redescendent à 58. Nous ne comptons pas ici le travail des dimanches et jours de fêtes, car il n'est pas déclaré mais payé de la main à

la main et aux taux normal ! à noter que les ouvriers qui habitent à Dijon peuvent refuser ce travail noir mais sur ceux qui sont logés en bungalows le patron fait constamment peser la menace du licenciement c'est-à-dire de mise à la rue.

— les conditions de travail sont à l'avenant ; peu ou pas de mesures de sécurité, le matériel, quand il y en a, est vétuste, lorsqu'il manque on va l'emprunter au chantier voisin.

— la paye est à « la tête du client », le taux horaire est de 3 F (ce qui est peu, même pour la région), et sur plusieurs feuilles de payes, pour des horaires similaires, au même taux, on trouve des différences de 50 à 200 F !

Quelques ouvriers ont accepté que Zouania envoie la majeure partie de leur paye à leur famille restée en Algérie, un jeune marié ne touche par exemple que 200 F par mois et fait confiance au patron pour que sa femme reçoive le reste. Or pen-

dant les 18 mois qu'a duré le chantier les familles ne verront pas un sou ! Bientôt elles n'auront même plus droit aux prestations d'allocations familiales, le patron ayant déclaré à la caisse d'Algérie 2 mois après le début du chantier que ses ouvriers avaient été licenciés !

Il a été promis aux ouvriers qu'un chantier à Pontarlier suivrait immédiatement celui de Dijon. Pour faire plaisir au patron — pour limiter les frais de déplacement — les ouvriers acceptent le principe d'un licenciement sur Dijon suivi d'une réembauche sur Pontarlier. Il faut finir ce chantier avant la rentrée scolaire ; on leur demande d'accélérer le travail, le patron les supplie même de ne pas prendre immédiatement leurs congés payés, d'attendre pour cela la fin du chantier, il leur donnera alors deux semaines qu'ils pourront passer dans les bungalows avant d'aller à Pontarlier. Tous acceptent sauf un qui part en congé. Le 31 juillet ceux qui ont plus de 6 mois de présence reçoivent une lettre de licenciement, y compris celui qui est en congé. Les jours passent on n'entend plus parler du nouveau chantier, une rumeur se met à circuler : tout le monde ne sera pas réembauché, on va sélectionner.

Le 15 août il y a un débrayage de 2 h, les ouvriers ne veulent pas reprendre avant de savoir ce qu'ils vont devenir. Le comptable désigne alors sommairement ceux qui sont licenciés mais le débrayage ne cesse que lorsqu'il accepte de payer les heures de grève. La dernière semaine d'août, un ouvrier résidant à Dijon c'est-à-dire privilégié par rapport aux travailleurs logés par le patron, va réclamer les 2 h journalières qui lui sont dues pour chercher du travail. Or manifestement le comptable ignore tout de la législation du travail et c'est l'ouvrier qui l'envoie se renseigner auprès de l'inspecteur du travail ! Le lendemain, réunion de tout le personnel, on leur annonce qu'ils ont droit à 2 h par jour mais que le patron va faire encore plus pour eux ; il bloque toutes leurs heures, il leur payera un jour de plus, à la fin du chantier.

Le 30 août au soir le chantier

est fini, on donne la paye, 31 compris. Ceux qui ne sont pas licenciés pensent passer deux semaines de vacances dans les baraques avant de repartir sur Pontarlier. Or le 31 au soir ils en trouvent la porte fermée et leurs valises dehors ; licenciés comme tout le monde ! Tout le monde se disperse, certains trouvent du travail dans la région, d'autres retournent en Algérie. Cependant 2 ou 3 sont décidés à ne pas laisser étouffer l'affaire ; ils contactent et essaient de regrouper tout le monde. Ils accumulent des preuves et constituent un dossier. Ils vont alors trouver la C.G.T. qui décide de porter l'affaire devant de Conseil de prud'hommes

La tentative de conciliation ne donne rien. Voyant que l'affaire va être jugée Zouania revient d'Algérie, va trouver quelques-uns de ses anciens ouvriers réembauchés dans une autre entreprise, dijonnaise, et leur offre 300 F à chacun pour qu'ils retirent leur plainte. Il s'attire un refus catégorique : « Tu payes l'avion pour revenir nous voir... Tu es prêt à donner 300 F à chacun pour qu'on se taise... donc tu as de l'argent. Alors tu peux tout payer. »

Le 28 octobre a lieu le procès. Pour le représentant de la CGT il y a là deux affaires bien distinctes ; celle de l'ouvrier licencié par lettre pendant ses congés et la dénonciation des méthodes esclavagistes du sieur Zouania. La C.G.T. réussit à obtenir gain de cause dans le premier cas ; l'ouvrier ayant pris connaissance de sa lettre de licenciement après une semaine de congé il a droit à une indemnité pour les trois autres semaines, soit 678 F. Quant au reste le représentant CGT se contente de dire qu'il est inutile de faire quoi que ce soit étant donné le manque de preuves légales, ce qui n'est pas impossible d'ailleurs, il plaide tout de même, pour la forme, le licenciement abusif.

La CGT reste dans la légalité, Zouania s'en passe... les ouvriers eux ne s'y retrouvent plus ; isolés par la langue, volés par leur exploiteur.

Ils n'ont plus qu'à aller se faire exploiter ailleurs

A SAINT-NAZAIRE

CHASSE AUX SORCIÈRES À LA CGT

SAINT-NAZAIRE. — On se souvient qu'il y a un an, le syndicat C.G.T. des Chantiers de l'Atlantique, après avoir fait voter en réunion réduite (40 personnes sur 650 syndiqués) une motion condamnant les rédacteurs de « Voix Ouvrière », excluait deux militants révolutionnaires.

Cette politique de « chasse aux sorcières » a de nouveau été mise en lumière au congrès de l'Union locale C.G.T. de Saint-Nazaire, le 29 octobre dernier.

Il n'était bien entendu pas question d'aborder le problème au cours du congrès, les staliens n'étant pas certains d'obtenir la majorité des 150 délégués représentant la plupart des entreprises de la région nazairienne. Aussi, c'est à la commission exécutive élue par le congrès que les staliens lancèrent leurs attaques. L'occasion leur en était donnée par la représentation au bureau de l'Union locale d'une militante révolutionnaire, déléguée du personnel à la COOP-Ruche union.

C'est par la voix de l'ancien secrétaire des métaux, stalinien notoire mais privé de son poste l'année dernière, que le syndicat C.G.T. des Chantiers exprimait sa position :

— Opposition à l'élection au bureau de cette déléguée pour deux raisons essentielles :

1) Agissements de son mari (exclu l'année dernière) ;

2) Participation à « Révolution », journal autour duquel se sont regroupés de jeunes révolutionnaires.

Aussi mettait-il une condition à sa réélection : condamner « Voix Ouvrière », étant bien entendu que, si le faire publiquement était gênant, on se contenterait d'une condamnation « entre nous » !

Pour un syndicaliste digne de ce nom, il n'en était pas question.

C'est d'ailleurs dans ce sens qu'intervenait un délégué du syndicat des cheminots, expliquant que d'ailleurs « V.O. » n'était pas seule à critiquer les positions de la C.G.T. à Saint-Nazaire, que le P.S.U. et la S.F.I.O. ne s'en retenaient pas et qu'à sa connaissance on n'avait jamais pris à partie un militant de ces organisations.

De même, les représentants C.G.T. de Sud-Aviation protestèrent, ne trouvant rien à redire à l'activité syndicale de leur camarade et trouvant « anormal » qu'on puisse lui reprocher ses opinions politiques.

Il est vrai que l'un d'eux s'abstint au moment du vote, à condition que les débats sur cette question (délicate) ne fussent pas divulgués, montrant par là son degré de conscience et de responsabilité envers les travailleurs.

Finalement, la majorité de la C.E. décida d'exclure la mili-

tante en question de son bureau mais il y eut 3 voix contre et 4 abstentions. Le vote ne faisait que concrétiser ce qui avait été décidé à la réunion de la cellule du P.C.F. des Chantiers la semaine précédente : exclure tout ce qui ressemble de près ou de loin à un militant révolutionnaire !

Le précédent de l'an passé aurait pourtant dû leur apprendre que ce genre de « sanction » ne suffit pas pour empêcher un militant révolutionnaire d'exprimer ouvertement ses idées et de faire son travail.

MAINTIEN DE L'EMPLOI... ET MŒURS BUREAUCRATIQUES

PARIS - XV. — Le mardi 8 novembre, avait lieu au Patronage laïque, 72, avenue Félix-Faure, Paris-XVe, sous l'égide de la C.G.T., une réunion « d'information » ayant pour thème la sécurité de l'emploi, le maintien des industries dans leur lieu actuel — en l'occurrence, le 15^e arrondissement — et l'obtention d'une véritable convention collective.

Après l'arrivée sous les flashes multipliés d'un reporter de la Voix Ouvrière, d'une quinzaine de travailleurs de la C.I.T. scandant « nos salaires », « la C.I.T. peut payer », etc., et brandissant quelques petites pancartes revendicatives, sous le regard assez terne d'un groupe de policiers en civil, deux représentants de la F.S.M. exposent la situation actuelle en France et dans le XV^e ; cela devant une cinquantaine d'ouvriers et d'employés, pour la plupart de la C.I.T. et des A.M.E., entreprises gravement touchées actuellement par une vague de licenciements.

A la fin de leurs exposés, dominés par le leitmotiv « il faut exiger du patronat le maintien de leurs usines dans le XV^e », un responsable propose une motion où justement figure ce principal point.

C'est alors qu'une discussion s'engage ; plusieurs partici-

pants ne sont pas d'accord ; ils proposent de remplacer « maintien des usines dans le XV^e » par « garantie de l'emploi quel que soit le lieu », et surtout « garantie du salaire ».

Visiblement peu soucieux de changer une seule virgule de leur texte, les responsables tentent de noyer le poisson. La discussion dégénère et un travailleur qui suggère une modification se voit accuser, sans préambule, d'être un « diviseur » et un « diffuseur de la Voix Ouvrière ».

C'est alors que les responsables clament le débat d'une façon autoritaire en décrétant qu'il était l'heure de lever le siège. La séance se termine sur un vote, malgré les discussions qui continuent.

On ne pouvait guère attendre plus d'une telle réunion qui, comme bien d'autres, ne regroupent pratiquement plus que la clique stalinienne.

Quel qu'ait été le nombre des participants par rapport à ce qu'un tel sujet aurait dû amener, la réunion s'est finalement déroulée suivant un scénario auquel on est maintenant un peu trop habitué : folklore au départ, discours grandiloquents des responsables vilipendant le pouvoir personnel, etc., pour finir par la mise sous l'éteignoir de toute suggestion des travailleurs eux-mêmes.

Contrôle de l'embauche

CHAUSSON (Genevilliers) — Un exemple d'arbitraire dans le contrôle de l'embauche, arbitraire inspiré par le racisme, vient de nous être donné dernièrement aux usines Chausson de Genevilliers.

A l'usine H, un certain chef de la retouche mécanique qui fait passer l'essai pour les professionnels embauchés dans son secteur a une attitude pour le moins singulière.

Comme par hasard, la majorité des ouvriers étrangers qui se présentent à l'embauche ne réussit pas d'après lui, à donner satisfaction. Oh bien sûr, cet individu n'affiche pas ouvertement ce comportement, bien mal venu dans une usine où une partie importante de la main-d'œuvre est composée d'étrangers ; mais il pousse le cynisme jusqu'à poser des colles de plus en plus difficiles pour que ceux

qu'il ne veut pas embaucher ne réussissent pas. Il a par ailleurs avoué être raciste, et ceci ne fait aucun doute puisqu'un ouvrier lui a déjà demandé de s'en expliquer.

Cet exemple vient nous rappeler la nécessité pour les travailleurs de ne pas laisser le patron exercer seul son contrôle sur la main-d'œuvre qu'il embauche. Il fut un temps où les syndicats exerçaient ce contrôle. A l'heure actuelle où 10 % à peine des ouvriers sont syndiqués, et sur quelles bases, il est illusoire de revendiquer le contrôle de l'embauche par les syndicats.

Pourtant en l'absence de tout contrôle ouvrier valable, cette affaire nous montre que notre droit à gagner notre vie dépend de la couleur de notre peau ou de notre lieu de naissance suivant les préjugés de petits cheffillons.

Quand la S.N.C.F. fait faire des heures supplémentaires

Bien qu'à la S.N.C.F. la durée hebdomadaire du temps de travail soit toujours de 40 heures, la durée normale est de 48 heures, ramenée provisoirement depuis peu à 46 heures. Théoriquement, les 6 ou 8 heures supplémentaires « normales » (HSN), au-delà des 40 heures, sont donc majorées de 25 %. Mais notre salaire étant mensuel, cette particularité n'apparaît pas sur nos bulletins de solde, et ce n'est guère qu'en cas de retenue de salaire, pour absence non payée (grève par exemple) que ce détail apparaît, les HSN étant toujours retenues en premier, au taux majoré.

D'autre part, et dans des cas réglementairement bien délimités (accident ou incident fortuit, affluence de trafic imprévue, etc.), des heures supplémentaires exceptionnelles (HSE) peuvent nous être demandées. Mais en tout état de cause, elles ne sauraient excéder une heure par jour et par agent, et 60 heures par agent et par année civile (dixit notre règlement du travail).

Mais pratiquement, il est souvent fait appel au volontariat, soit pour dépasser journalièrement les HSE, soit pour en effectuer dans des cas qui ne sont ni fortuits ni imprévisibles.

C'est ainsi que chaque année, au moment des « grandes vacances », les services qui mettent en place le « trafic voyageurs » ont un surcroît de travail, pourtant prévu, puis, que régulièrement saisonnier, et qui, partant, ne peut être considéré comme accidentel.

Cette année encore, comme en 1965, comme en 1964, comme toutes les années précédentes, pour assurer la sortie des « programmes de transport » et les maintenir dans leur rythme normal, de nombreux agents des services intéressés ont été sollicités pour « faire des heures ».

C'est ainsi qu'au S.E. (Gare de Lyon) certains « volontaires » atteignent et même dépassent, en moins d'un mois et demi, les 60 HSE annuelles « autorisées ».

L'art de jongler avec les chiffres

SUD-AVIATION. — Courbevoie. — A Courbevoie, les travailleurs de Sud-Aviation ont renouvelé les délégués du personnel. Par routine, la majorité des travailleurs est allée voter, permettant aux listes syndicales de passer. Et comme le disait les camarades de « Voix Ouvrière » « permettant (ainsi) le bon fonctionnement de la loi anti-démocratique Croizat ».

Seul un secteur du département DE/L a essayé de faire échec à la loi Croizat qui donne le monopole des délégués aux syndicats et s'est abstenu d'aller « déposer son bulletin dans l'urne ». Car, si la majorité des votants n'était pas atteinte, il y aurait eu un second tour où des candidats libres se seraient présentés.

Choisir l'abstention au moment où les syndicats cherchent à forcer la main des travailleurs pour ne pas perdre de place au chaud a provoqué la hargne des bureaucrates syndicaux, comme la C.F.D.T. qui traite dans un tract les abstentionnistes de « minicitoyens ».

Aux élections de l'année dernière le tract de victoire de la CGT disait : « Ce n'est que l'an prochain que l'on pourra analyser valablement les résultats obtenus à Courbevoie et à Suresnes... Or d'analyse, cette année, point... par rapport à ces élections de 1965. Comme les chiffres (qui parlent hélas !) étaient trop défavorables, les bureaucrates CGT et CFDT qui n'en sont pas à une escroquerie près, ont comparé les résultats à ceux des élections... du Comité d'Établissement de février 1966 ! On trouve ainsi des augmentations de 1,2 % CGT 1er Collège et 4,5 pour cent CFDT, 2me Collège.

APPLICATION ABUSIVE DU REGLEMENT

Les années précédentes, le paiement de ces HSE ne souffrait aucune difficulté : elles étaient comptabilisées aux soldes suivantes, jusqu'à concurrence des 60 HSE autorisées, et payées à 150 %, l'excédent étant rémunéré comme « travail à forfait » au même taux (petite astuce patronale, permettant à la S.N.C.F. de ne pas être en contradiction avec son propre règlement).

Mais cette année il en fut tout autrement. Appliquant à la lettre son règlement (et ce après bien des réticences, la direction ayant d'abord proposé aux agents la récupération en temps, heures pour heures, des HSE effectuées) le bureau de solde décompta les HSE partie à 125 % et partie à 150 % de la façon suivante :

Estimant que chaque agent ne devait faire « réglementairement » que une HSE par jour et que, d'autre part, il n'y avait eu en juin que 21 jours de travail, 22 en juillet et 23 en août, elle décida de répartir toutes les HSE sur deux ou trois mois selon les cas, ne payant pour chaque mois considéré qu'un maximum de 21, 22 ou 23 HS.

De plus, toutes les HS comprises entre le temps réel de travail hebdomadaire (45 heures) et le temps normalement prévu (48 heures) — nous rappelons que la semaine de 46 heures n'est que provisoirement appliquée, l'horaire nor-

Et les diminutions ne sont que de -2,25 % CFDT 1er Collège, et -1,4 % CGT 2me Collège. A quand les comparaisons avec les élections de la caisse d'entraide ?

Si l'on compare les résultats aux élections des délégués du personnel de 1965 on trouve que la CGT qui avait 75 % des votants au 1er Collège tombe à 61 % soit -14 %. (Avec perte d'un siège : un délégué sortant non réélu). Dans le 2me Collège les voix tombent de 49 % à 44 %, soit -5 %. (Le secrétaire de la CGT n'étant pas réélu).

La CFDT perd son siège dans le premier Collège au bénéfice de la coalition FO-Autonome. Simple passage de main pour la CFDT qui souhaite « que ce nouvel élu donnera à tous, entière satisfaction ». Entre bureaucrate, il faut se soutenir, voyons. Et puis, en parlant comme ça la perte n'en est plus une !

Enfin il a fallu que quinze jours passent pour que nous ayons droit à ces commentaires. La raison en est probablement que la « Voix Ouvrière » a été distribuée le 9 novembre. Nos bons bureaucrates qui craignaient sans doute que nous commentions leurs salades et comparions nous-mêmes les élections de 1965 et de 1966. Mais nous n'avons pas jugé utile de le faire puisque 10 voix de plus à FO et 30 de moins à la CFDT ne changent absolument rien au problème des travailleurs. C'est pourquoi la CGT d'une part, et la CFDT de l'autre se permirent-elles impunément, le lendemain, 10 novembre, de sortir « leur analyse » ainsi falsifiée.

Voilà avec quel genre d'escroquerie les syndicats font croire que les travailleurs les suivent.

FILTER.

MAIS NE LES PAIE PAS

mal étant toujours de 48 heures — furent décomptées à 125 % seulement comme des HSN. Seules HS au-dessus de 48 heures furent décomptées à 150 %. L'opération étant répétée, dans le meilleur des cas, deux fois, c'est un minimum de 10 à 15 HSE que les agents intéressés se virent ainsi diminuer de 25 %.

Ainsi, non seulement la S.N.C.F. tente de payer le moins cher possible les HS qu'elle fait faire, mais encore demande-t-elle à ses débiteurs de lui faire crédit (sans intérêt, bien sûr !). Pour elle, il n'est pas de petits profits.

DE PLUS EN PLUS FORT

Tout ceci illustre d'une façon magistrale à quel point la S.N.C.F. se moque de ces « zélés serviteurs du rail ».

Mais elle peut aller plus loin encore : on n'en veut pour preuve que le cas de cet agent du service régional du SE qui attend encore qu'on lui paie un travail supplémentaire qu'on lui avait donné à faire

en dehors de ses heures normales de service — avec son accord, il est vrai.

On ergote en haut lieu, on discute, on tergiverse, on propose une compensation en temps, et lorsqu'à force de discussions sans résultat, le délégué du personnel intervient avec vigueur auprès du chef de division, c'est un tollé à la direction, et c'est tout juste si on ne reproche pas vertement à l'employé de réclamer son dû.

De plus même, on semble ignorer que cet agent est en compte avec la S.N.C.F. Cela fait pourtant des semaines, sinon des mois, qu'on en parle (c'est un travail qui remonte au début de l'année).

Mais à la vérité c'est que, comme pour beaucoup de travaux annexes, celui-ci est plus ou moins ignoré de la direction. Il rentre dans la catégorie de ceux que l'on fait faire pour améliorer le rendement et la productivité, mais que certains, dans la hiérarchie, camouflent pour que, en présentant un bilan de productivité meilleur, ils

puissent se faire « mousser » aux moindres frais. Tant qu'on peut maquiller par un artifice comptable le paiement de ces « petits travaux annexes », il n'y a pas de « bobo ». Mais qu'un quidam un peu pointilleux mette son nez dans le cahier de comptes et c'est le pot-aux-roses qui est découvert.

Si on arrive à faire payer la casse par le lampiste — lorsqu'il accepte — en lui proposant une solution autre que pécuniaire, qui peut se déguiser encore plus facilement, le tour est joué : ni vu, ni connu, je t'embrouille ! mais dans le cas présent l'intéressé, « très près de ses sous », ne voulant accepter aucune autre compensation que du bel et frais argent, les difficultés ont commencé.

Reste à savoir comment le « patron » responsable de cette cachotterie s'en tirera pour contenter à la fois la comptabilité et le cheminot créancier.

L. L.

Un salaire de 595 francs EN BAISSSE

AUX ASSURANCES GENERALES — Parc Richelieu

Si les assurances — en commun avec les banques — présentent « l'avantage » d'embaucher sans difficultés les jeunes avant leur service militaire, les salaires de début sont particulièrement faibles, sensiblement plus bas que ceux de l'industrie.

Le salaire brut aux Assurances Générales Accident — déduction non faite de la cotisation à la Sécurité sociale et des abattements d'âge — était, jusqu'à la dernière paie, de 595 F pour 42 heures de travail hebdomadaire. C'est-à-dire qu'un jeune soumis à un abattement d'âge de 15 p. 100, doit se débrouiller pour vivre avec un salaire net de 475 F !

Ce qui aggrave encore la misère d'un tel salaire, c'est que l'espoir de

le voir s'améliorer n'existe pas avant plusieurs années. En effet, ce salaire brut de 595 F (sans abattement) ne constitue pas le salaire de base, mais la somme de celui-ci et d'une prime dite « minimum d'avantages individuels ». Et il est convenu que cette prime diminue d'autant que le salaire de base augmente grâce à la promotion, jusqu'à devenir nulle.

Si l'on ajoute que ce minimum d'avantages individuels varie à l'embauche de 53,75 F à 124,85 F selon les services (le dernier chiffre étant donc le plus désavantageux), on voit que le malheureux débutant n'est pas près de dépasser les 595 F fatidiques.

Mais, le comble, c'est que non seulement ce salaire est honteusement faible, qu'il le reste pendant plusieurs

années, mais encore qu'il vient de diminuer ! En effet, la direction des Assurances Générales n'ayant admis le principe de la diminution du temps de travail sans diminution de salaire que pour le personnel en place au 31 décembre 1965, ceux qui sont entrés en 1966 ont vu leur salaire réel diminué en proportion de la diminution d'horaire de 42 heures à 41 h. 30 qui vient d'avoir lieu, soit 8,75 F. Trois autres diminutions identiques (les A.G. feront 40 heures en 1970) sont ainsi la seule perspective d'avenir pour les jeunes des A.G.

Ces chiffres pourront peut-être faire réfléchir ceux pour qui le développement du « secteur tertiaire » serait justement une preuve de l'amélioration définitive de la condition ouvrière.

Affichage réservé

R.N.U.R. (Dt 37) Billancourt

Dans chaque atelier de la R.N.U.R., il existe deux sortes de panneaux d'affichage, l'un réservé à la direction, l'autre aux informations syndicales à condition qu'elles soient examinées par la direction de l'usine qui y appose son cachet « Vu pour affichage ». Cette procédure date de l'après-guerre, époque où la direction et les syndicats collaboraient étroitement pour redémarrer la production. Evidemment, rien n'a été prévu pour les ouvriers non syndiqués qui représentent actuellement les 9/10 du personnel. Ce règlement est pourtant transgressé, notamment au département 37, atelier de fabrication et de réparation des outils de presses à emboutir, où là, les panneaux officiels ne suffisent plus, les pendules de pointage sont utilisées comme tels. Cette situation dure depuis pas mal d'années mais la nouvelle direction de ce secteur entend bien faire respecter le « règlement intérieur ». Elle a commencé par faire griller les panneaux pour bien montrer qu'ils étaient « réservés » et récemment, à la suite de l'affichage trop fréquent aux pendules, fait appel à deux reprises aux gardiens de l'usine. La première fois ils ont été accueillis par des quolibets, c'est en effet la première réaction de certains quand le motif de la visite de ces « messieurs » n'est pas connu. La seconde fois ils se sont fait accompagner jusqu'à la porte du département par les ouvriers qui avaient débrayé parce qu'on leur contestait un avantage acquis. Passer les trois quarts de sa

vie à travailler, cela ne suffit pas, il faudrait aussi « la boucler », et le fait d'avoir une information ou une idée à transmettre à ses camarades de travail paraît une aberration à ceux chargés d'organiser la

production à moins qu'ils ne trouvent l'affichage aux pendules inesthétique, auquel cas il ne leur reste plus qu'à faire installer un panneau avec la mention « Réserve aux ouvriers ».

LE MONDE CHANGEAIT DE BASE !

● suite de la page 1

son de la classe ouvrière russe, et l'avant-garde internationale du prolétariat, le parti bolchevik, devait périr, dans les camps, les prisons et les caves de Staline.

Le brasier qui devait incendier le monde entier n'était plus qu'un tas de cendres refroidies. Le parti bolchevik n'avait pas pris le pouvoir en Russie pour construire le socialisme dans un seul pays. La classe ouvrière russe n'avait pas consenti aux plus héroïques sacrifices pour établir les privilèges d'une bureaucratie nationaliste et conservatrice.

Les masses s'étaient battues pour la paix, la terre et la liberté, elles s'étaient battues pour délivrer le genre humain. Elles s'étaient battues pour le socialisme, ce qu'elles ont fait, nul au monde ne l'a refait.

La tâche qu'elles avaient entreprise est toujours à reprendre.

Egarés, trahis, par les idéologies stalinienne et nationaliste les opprimés du monde entier ont désappris l'espoir d'une révolution socialiste mondiale. Dispersés, ils ne voient plus au delà de leurs frontières. L'internationalisme est devenu lettre morte

pour la classe ouvrière mondiale.

Il ne vit plus que dans la conscience des militants révolutionnaires trotskystes, les seules héritiers d'octobre 1917. 50 ans ou presque après la révolution russe, les tâches de la révolution mondiale se posent avec une acuité de plus en plus pressante. Mais elles ne pourront être accomplies que par le prolétariat mondial sous la conduite d'une Internationale dirigeant et coordonnant ses luttes.

Cette Internationale elle n'est pas à construire mais à reconstruire. Les révolutionnaires ne partent pas de rien. La 4^e internationale fondée par Léon Trotsky en 1938 a assuré le lien direct avec octobre 1917, cette 4^e internationale n'a pas résisté à l'épreuve de la guerre, a été détruite en 1940, mais elle se survit aujourd'hui dans le programme de fondation et dans les militants qui de par le monde, quelles que soient leurs divergences, constituent le mouvement trotskyste.

Et c'est à eux que l'avenir appartient s'ils savent se montrer à la hauteur de leurs tâches.

Les inondations en Italie

DES CATASTROPHES QUI COUVRENT DES CRIMES

LE mauvais temps sévit en Europe. En France, c'est surtout l'Ouest, la Bretagne, qui subit les plus graves dommages. Mais c'est en Italie que les dégâts ont été les plus importants.

L'an dernier déjà, en pleines vacances, le sud de l'Italie fut particulièrement éprouvé, de Rome à Naples et en Sicile. De nombreuses personnes ont vu s'abattre sur eux la désolation. Cette année, plusieurs villes et particulièrement Florence, connaissent les inondations. Des gens trouvent la mort, d'autres perdent leurs biens.

Nous nous souvenons tous de ces vers appris sur les bancs de l'école : « Voici venir l'hiver, tueur de pauvres gens... Et effectivement, l'hiver, avec sa froidure, le printemps et l'automne avec leurs pluies, inondations, l'été avec ses orages, et de-ci de-là, un cyclone, un séisme, les fléaux de la nature viennent semer la misère et la mort chez les pauvres gens. Car les riches, eux, trouvent généralement le moyen de se mettre à l'abri de ces calamités.

Soit qu'ils aient des habitations plus confortables et plus résistantes, soit qu'ils aient les moyens de fuir assez rapidement quand la

catastrophe approche. Pour les pauvres, les quelques biens amassés durant une vie de labeur représentent tout, et quand il faut les perdre, ils risquent bien souvent leur vie pour essayer de les protéger ; et la plupart du temps, ceux qui meurent sont ceux qui tentent jusqu'au dernier moment de sauver leur misérable avoir.

Les fléaux de la nature, ils existent. Un certain nombre pourraient être facilement évités par des mesures préventives. En ce qui concerne les inondations, bien souvent un travail de dragage dans les cours d'eau, une dérivation d'un fleuve pourraient empêcher une catastrophe. Cela exige de l'argent bien entendu, et ce ne sont pas les pauvres, les ouvriers, les paysans qui peuvent le fournir. Ces investissements coûteux au départ se traduiraient finalement par une économie, par le fait qu'ils éviteraient bien des catastrophes. Mais les capitalistes qui détiennent l'argent sont peu soucieux d'investir dans des constructions qui sauveraient les biens et les vies des couches laborieuses mais qui pour eux ne seraient rentables qu'à long terme. Alors quand la catastrophe arrive, on fait appel

à la charité publique et c'est encore à ceux qui travaillent qu'on demande d'aider les sinistrés.

Mais cela ne suffit pas. Une catastrophe naturelle devient le bon moyen pour ceux qui détiennent le pouvoir de se livrer à une spéculation honteuse sur le sentiment de solidarité des travailleurs. Avec les gros titres des journaux, c'est l'appel au peuple et puis, pendant qu'on y est, les sacrifices qu'on impose. C'est ainsi qu'en Italie, le gouvernement n'a pas manqué de profiter de l'occasion pour augmenter de 10 litres le prix du litre d'essence. Et ce qui est encore plus pénible, c'est de constater que le bon peuple, toujours généreux de ses sentiments, accepte les explications qu'on veut bien lui donner et marche dans la combine. Bien sûr, les inondations en Italie ont coûté quelques dizaines de vies humaines et quelques dizaines de milliards de dégâts. Chacun le sait, chacun y pense, chacun se désole. Mais, nous vient-il à l'esprit que dans d'autres coins du monde, ce n'est pas l'eau qui sème la désolation mais le feu. Le feu qui tombe du ciel mais envoyé par les hommes.

Aujourd'hui, au Vietnam, comme hier en Algérie, et avant en bien d'autres lieux, les bombes, le napalm tuent et brûlent. Des digues sautent et des inondations très artificielles, mais encore plus meurtrières, anéantissent des peu-

ples entiers. Cela, on ne le voit pas. On ne veut pas le voir, et pourtant... Si l'argent que l'on consacre à tuer et à anéantir, à préparer de nouvelles tueries était utilisé à prévenir et à empêcher les catastrophes, que de vies humaines seraient sauvegardées, que de biens seraient préservés.

Alors, il ne sert à rien de pleurer sur le sort des victimes des catastrophes naturelles tant que nous ne sommes pas capables d'empêcher les catastrophes arti-

ficielles que sont les guerres, et d'utiliser cette énergie gaspillée pour des œuvres de mort, à garantir la sécurité de tous les individus, se contenter d'une obole quand une catastrophe arrive c'est tout simplement de l'hypocrisie. Il convient d'empêcher les catastrophes, mais pour cela, il est nécessaire de s'attaquer aux causes du mal, c'est-à-dire de transformer l'économie de profit en une économie de besoins.

Henri VAUQUELIN.

Dans l'usine que l'on fait visiter aux chefs d'état : on risque sa peau tous les jours

R.N.U.R. Flins. — Il y a trois semaines, il y a encore eu un accident au secteur de la tôle-rie. Un ouvrier qui décrochait des passages de roues du carrousel en a lâché un, qui lui est tombé sur le pied, traversant celui-ci. Si cet ouvrier avait eu des chaussures de sécurité, la blessure aurait pu être évitée ; seulement voilà : à Flins, usine « pilote », c'est toute une histoire pour obtenir des vêtements de sécurité, quels qu'ils soient. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que ce travailleur n'ait pas eu ce qu'il fallait. Du côté de la direction, on aura parlé de « maladresse », « d'inattention » ; ce que la direction aura oublié de dire, c'est qu'avant l'arrivée de

l'agent de sécurité, la maîtrise avait fait débarrasser le lieu de l'accident des pièces qui l'encombraient (il faut dire qu'à Flins, peu importe qu'il y ait la place de se remuer, quand les lieux de stockage sont pleins, on prend sur la place des travailleurs). Ces précautions n'ont pas empêché l'agent de sécurité de remarquer qu'il n'y avait pas assez de place pour travailler.

A ce manque de place qui est permanent dans l'usine, s'est ajouté le fait que la direction a modifié l'organisation du travail au carrousel (à son avantage, bien sûr) : alors que le travail était fait par deux équipes, il est fait maintenant par une seule ; il en est de même

pour les conducteurs des chariots qui enlèvent les pièces et qui n'arrivent pas à suivre le rythme. Et pourtant, ils roulent à une allure démentielle, dégageant des fumées qui irritent les yeux de ceux qui travaillent dans le secteur.

Usine pilote ou pas, à Flins comme ailleurs, ce sont les conditions de travail et le manque de moyens de sécurité mis à la disposition des travailleurs qui sont la cause des accidents. Là comme partout, le seul moyen de les éviter serait de refuser de travailler dans des conditions de sécurité insuffisantes.

D'après la V.O. R.N.U.R. Flins n° 13



TRENTE ANS APRÈS

**LE GOUVERNEMENT ESPAGNOL
amnistie les délits politiques
de la guerre civile**

PERMANENCES

● PARIS :

V^e arrondissement : Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge. Métro : Cardinal-Lemoine. tous les samedis, de 15 à 17 h.

X^e arrondissement : au siège de VOIX OUVRIÈRE, le samedi de 16 à 20 h, 29, rue Château-Landon, Paris-10^e.

XI^e arrondissement : Café « Au Rendez-vous des Chauffeurs », 33, Av. Philippe-Auguste, le mercredi de 17 h 30 à 19 h.

XIII^e arrondissement : Café « A l'Autobus - Chez Maxime », 117, avenue d'Italie. Métro : Maison-Blanche, le jeudi de 17 à 19 heures.

XIV^e arrondissement : Café Champagne, 27, avenue du Général-Leclerc. Métro : Porte d'Orléans : le mercredi de 18 h 30 à 19 h 30.

XV^e arrondissement : Café « Au Métro », place Balard, tous les jeudis, de 17 h. 30 à 19 heures.

XVIII^e arrondissement : Café « Le Souterrain », 47, boulevard Ney. Métro : Porte de Clignancourt, le mardi de 17 h 30 à 19 heures.

● BANLIEUE :

AULNAY-S/BOIS. — Café « Le Commerce », 8, Bd Gallieni (Place de la Gare), tous les vendredis de 17 h à 19 h 30.

BOULOGNE-BILLANCOURT. — Café « Le Phénix », 155, rue du

Vieux-Pont-de-Sèvres (angle rue du Clamart, face au marché), jeudis de 18 h à 19 h au lieu de 17 h 30 à 19 h.

MONTREUIL. — « Le Tourangeau », 20, rue Gallieni (métro Croix de Chavaux), le vendredi de 17 h 30 à 19 h 30.

LEVALLOIS. — Café « Au Terminus du Métro », (angle quai Michelet-Rue A.-France), tous les mercredis de 17 h 30 à 19 h.

● PROVINCE :

BESANÇON : Café Grandvaille tous les mercredis de 17 h. à 19 heures.

CLERMONT-FERRAND : « Café de France », 22, place Delille, les vendredis de 18 h 30 à 19 h 30.

DIJON. — Café « La Renaissance », rue Chabot-Charny, tous les vendredis de 18 h à 19 h 30.

GRENOBLE : « Café d'Austrans », 5, Cours Berriat, tous les jeudis de 17 h 30 à 19 h. — Café « Le Normandy », place Grenette, tous les jeudis de 15 à 17 heures.

LYON : Café « Le Clos Vert », 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), le samedi de 17 à 20 heures.

Café « Les Etats-Unis » 137, avenue du Professeur-Beauvisage, Lyon-8^e le mercredi, de 18 h à 19 h.

MARSEILLE : Bar de la Treille, 15, place J.-Guesde (place d'Aix) les jeudis 17 novembre et 1^{er} décembre de 18 h à 20 h.

ROANNE. — Café-Bar, 164,

route de Charlieu, les samedis 3 et 17 décembre 1966 de 18 à 19 heures.

ROUEN : Café « Le Bretagne » Place du Vieux Marché, tous les vendredis de 17 h 30 à 19 h 30.

SAINT-ETIENNE : Café-Restaurant, 23, rue des Tréfileriers (les jeudis de 15 h à 16 h).

SAINT-CHAMOND Café « Idéal-Bar », 4, rue Gambetta, les vendredis 18 novembre et 2 décembre de 18 h 30 à 19 h 30.

SAINT-NAZAIRE : Café Paris-Sports, Place Marceau, le samedi de 16 heures à 17 heures.

SOCHAUX : «Café de la Gare», tous les vendredis de 13 h à 14 heures.

TOULOUSE : Café « Le Béarn » Place St-Michel. Tous les vendredis de 18 h à 19 h 30.